

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. La DRAAF connaît ce(s) compte(s) et en possède le(s) RIB. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide, ou bien joindre un RIB :

Code établissement | |_|_|_|_|_|_|_| Code guichet | |_|_|_|_|_|_| N° de compte | |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Clé |_|_|_|

Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

Pour les formes sociétaires :

Liste des principaux détenteurs du capital :

nom	Part du capital détenu (%)

effectif salarié à la date de la demande : |_|_|_|_|_|_|_| en Equivalent Temps Plein

montant du chiffre d'affaires : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| € dernier exercice clos

valeur du bilan : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| € dernier exercice clos

Pour les entreprises, le cas échéant, appartenance à un groupe :

nom du groupe : _____

effectif salarié du groupe à la date de la demande : |_|_|_|_|_|_|_| en Equivalent Temps Plein

montant du chiffre d'affaires consolidé du groupe : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| € dernier exercice clos

Attention : Fournir un organigramme juridique pour l'ensemble du groupe mentionnant, pour chaque entité juridique, la répartition du capital, les actionnaires détenant plus de 25% du capital et les effectifs (le tout visé par l'expert comptable.)

Pour les structures collectives associant des agriculteurs ou les groupements d'agriculteurs (CUMA...) :

Ce tableau doit être complété sur une feuille à part selon le modèle ci-dessous si l'organisme a plus de 10 adhérents.

N°	Nom et prénom de l'adhérent	N° PACAGE ou SIRET	Agriculteur
1			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
2			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
3			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
4			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
5			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
6			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
7			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
8			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
9			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
10			<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

Pour les agriculteurs « personnes morales » :

Nombre d'associés – exploitants : |_|_|_|

N°	Nom et prénom de l'associé(e) exploitant	N° PACAGE ou SIRET
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		

CARACTERISTIQUES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE (le cas échéant)

a) Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Sinon, veuillez préciser l'adresse du siège d'exploitation :

Code postal : |_|_|_|_|_|

Commune : _____

CARACTERISTIQUES DU PROJET

a) localisation du projet :

Lieu des travaux : Identique à la localisation de mon siège social (personne morale)

Sinon, merci de préciser l'adresse : _____

Département |_|_|_| Commune |_|_|_|_|_| lieu-dit : _____

S'il s'agit d'une construction, précisez si vous êtes propriétaire du terrain d'implantation du bâtiment ?

oui non (si oui, joindre justificatif de propriété
si non joindre l'autorisation complétée par le propriétaire).

b) Description des travaux et du projet :

Voir l'étude de faisabilité et la présentation de l'opération.

Calendrier prévisionnel des investissements :

Date prévue de début de projet : ___/ 20___ (mois, année)

Date prévue de fin de projet : ___/ 20___ (mois, année)

c) Pour les agriculteurs, vérification du critère communautaire lié à l'amélioration du niveau global des résultats

Si vous avez une comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente ou dernier exercice clos	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyen et long terme de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		

Si vous n'avez pas de comptabilité :

(en euros)	Valeur de l'année précédente ou dernier exercice clos	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)
Annuité emprunts moyens et longs termes de l'exploitation		
Produit d'exploitation : ventes + primes		
Solde d'exploitation : recettes - dépenses		

d) Autres critères d'appréciation du projet pour lequel la demande de subvention est présentée

Nombre d'ETP/UTH agricoles avant projet : |_|_| | Nombre d'ETP/UTH agricoles après projet : |_|_| |

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

a) Investissements matériels prévisionnels

Le tableau ci-dessous récapitule les dépenses matérielles de mon projet (**reporter ici les totaux et sous totaux présentés dans l'annexe I**)

Nature de l'investissement matériel (poste de dépenses)	Montant HT présenté en euros	Montant TVA présenté en euros	Montant réellement supporté en euros
Installation de production de biogaz (y compris préparation des substrats, séparation de phases à l'amont pour les lisiers dont la maîtrise d'ouvrage ne relève pas de groupes d'agriculteurs, digesteurs, post digesteur)			
Installations de stockage et de valorisation énergétique du biogaz y compris cogénérateur			
Coût de raccordement au réseau électrique ou de gaz			
Installations de transport du biogaz vers les équipements de valorisation énergétique situés sur un site agricole, industriel ou d'une collectivité locale, réseaux de chaleur			
Installations de prétraitement du gaz en vue de son transport en canalisation (épuration, odorisation, compression, appareils de mesure de comptage, analyseurs de gaz)			
Installations et équipements destinés au traitement du digestat : séparation de phases du digestat, compostage, déshydratation/séchage			
Matériels d'épandage des digestats permettant la maîtrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation			
Autres dépenses éligibles			
Autres dépenses non éligibles			
Montant total des dépenses matérielles :			

b) Investissements immatériels (frais généraux) prévisionnels

Le tableau ci-dessous récapitule les dépenses immatérielles de mon projet (**reporter ici les totaux et sous totaux présentés dans l'annexe II**)

Nature de la dépense immatérielle (poste de dépenses)	Montant HT présenté en euros	Montant TVA présenté en euros	Montant réellement supporté en euros
Etude de conception, maîtrise d'œuvre			
Frais d'assistance de maîtrise d'ouvrage			
Etude technico-économique			
Autres dépenses éligibles			
Autres dépenses non éligibles			
Montant total des dépenses immatérielles :			

Attention : le montant des frais généraux sera plafonné à 10 % du montant total de l'assiette éligible, hors ce poste.

c) Recettes prévisionnelles

La notion de recette prévisionnelle est précisée dans la notice.

Montant des recettes prévisionnelles : _____ euros HT TTC

d) Récapitulatif des dépenses matérielles et immatérielles plafonnées

Le tableau ci-dessous récapitule les dépenses présentées dans le cadre de mon projet :

Nature de la dépense	Montant HT présenté en euros	Montant TVA présenté en euros	Montant réellement supporté en euros	Montant éligible plafonné
Montant total des dépenses matérielles			(1)	(1)
Montant total des dépenses immatérielles			(2)	(3)
Recettes prévisionnelles à déduire	(4)			
Total des dépenses éligibles				(5)
Total des dépenses éligibles plafonné	(7)			(6)

(1) : même montant

(3) : montant (2), éventuellement plafonné à 10% du montant (1)

(5) : montant (1) + montant (3) – montant (4).

(6) : montant (5), éventuellement plafonné à 2 500 000 euros. Ce total représente l'assiette éligible pour le calcul de l'aide.

(7) : montant total HT du projet, dépenses matérielles et immatérielles, recettes déduites.

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	Montant en €
Sous-total financeurs publics ⁽¹⁾	_____
Dont montant des aides attendues FEADER (63% du sous-total financeurs publics)	_____
Dont subvention attendue de l'ADEME	_____
Dont subvention attendue de la Région Bourgogne Franche Comté	_____
Dont subvention(s) attendue(s) d'autres financeurs publics	_____
Sous-total financeurs privés	_____
Dont emprunt ⁽²⁾	_____
Dont crédit-bail	_____
Dont autre ⁽³⁾	_____
Sous-total fonds propres :	_____
C'est-à-dire votre autofinancement	_____
TOTAL général = montant total HT ou TTC du projet	_____

(1) Le calcul de l'aide apportée par les financeurs publics figure dans la notice, page 3.
(2) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : oui non
(3) Mentionnez les montants et les types d'investissement aidés par une structure privée (EDF, Engie...)

Origine des aides	Montants en €	Investissements aidés
Financier privé (Nom) _____		
Financier privé (Nom) _____		

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides du type d'opération 6.4B du Programme de Développement Rural Régional de Franche-Comté.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet, hormis les études rendues nécessaires pour le dépôt de la présente demande,
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non respect de ces points,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement,
- être à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales, y compris du paiement des redevances des agences de l'eau,
- être soumis aux régimes de protection sociale agricole. Je suis quitte, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle l'aide est sollicitée, de mes obligations concernant le paiement des cotisations et contributions légalement exigibles au titre de ces régimes. (Les personnes bénéficiant d'un échancier de paiement sont réputées s'être acquittées de leurs obligations),
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- respecter les normes communautaires en vigueur dans le domaine sanitaire et environnement,
- ne pas avoir obtenu d'aide publique pour ce même projet (hormis pour les études préalables),
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements, (hormis pour les études préalables),
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux critères de sélection du présent appel à projets et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à ce type d'opération,
- avoir pris connaissance des délais de réalisation des travaux (cf. notice),
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée et pourra ne pas être retenue par le comité de sélection en fonction des critères de priorités définis régionalement,
- avoir pris connaissance que ma demande sera rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de six mois à compter de la date à laquelle mon dossier est réputé complet/de l'accusé de réception de mon dossier complet.

Je suis un agriculteur personne physique

Je déclare et atteste sur l'honneur :

- être affilié au régime de protection sociale des non salariés des professions agricoles,
- être considéré comme non salarié agricole conformément à l'article L.722-5 du Code rural et de la pêche maritime,
- réaliser les activités de production au sens de l'article L.311-1 du Code rural et de la pêche maritime visées au 1° de l'article L.722-1 du même code,
- être âgé de 18 ans au moins à la date de la demande d'aide et n'avoir pas atteint au premier janvier de l'année du dépôt de la demande l'âge prévu à l'article D 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale.

Ma (notre) société est à objet agricole telle que GAEC, EARL, SARL,...

Je (nous) déclare (déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- que au moins un des associés exploitants est âgé de 18 ans au moins à la date de la demande d'aide
- que au moins un des associés exploitants n'a pas atteint au premier janvier de l'année du dépôt de la demande l'âge prévu à l'article D 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale.

Je suis membre d'un ménage agricole (conjoint marié ou pacsé)

Je déclare et atteste sur l'honneur :

- exercer une activité agricole au sein de l'exploitation, c'est à dire être déclaré comme participants aux travaux agricoles à la Caisse de Mutualité Sociale Agricole,
- Etre âgé de 18 ans au moins à la date de la demande d'aide et n'avoir pas atteint au premier janvier de l'année du dépôt de la demande l'âge prévu à l'article D 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale.

Je suis maître d'ouvrage public et je m'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide, à respecter les règles de la commande publique (voir notice).

Je m'engage (nous nous engageons) à :

- Informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
 - Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique, les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide européenne ; pour le matériel je m'engage à ne pas revendre le matériel financé ou à le remplacer sans aide,
 - Me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
 - Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
 - A répondre aux obligations de publicité telles que prévue par le **règlement d'exécution UE n°808/2014 du 17/07/2014 annexe 3 (JOUE du 31/07/2014)**. Ces obligations sont détaillées dans la notice d'information.
-
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter de la date de notification de la décision de subvention,
 - respecter les délais de fin de travaux.

Pendant la période d'exploitation de l'unité de méthanisation, je m'engage (nous nous engageons) à :

- ne pas utiliser de lactosérum,
- limiter l'approvisionnement par des cultures alimentaires ou énergétiques, cultivées à titre de culture principale à une proportion maximale de 15 % du tonnage brut total des intrants par année civile. Les volumes d'intrants issus de prairies permanentes et de cultures intermédiaires à vocation énergétique ne sont pas pris en compte dans ce pourcentage.
- limiter la part des cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE), cultures dérochées, et cultures dédiées à une proportion maximale de 25 % de la production totale exprimée en kWh.
- à ne pas utiliser de déchets et sous-produits de cultures alimentaires ou fourragères s'ils sont encore utilisables pour l'alimentation humaine ou animale.

Je suis informé (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans.
- que, l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont les cofinanceurs publics (Région Bourgogne-Franche-Comté, ADEME,...) et l'Agence de services et de paiement (ASP). Conformément à la loi « informatique et liberté » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DRAAF de Bourgogne-Franche-Comté.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DRAAF.

PIÈCES FOURNIES

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe pour clôture AAP (1)	Pièce à joindre à la fin du délai de complétude (2)	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété, daté et signé + 2 copies	tous	<input type="checkbox"/>		
Devis retenus et éventuellement rapport de présentation des devis retenus – voir modèle annexe IV ci-après *	si personne de droit privé non soumise au code des marchés publics	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements (indiquer les devis retenus, si possible classés par type d'investissement) *	tous	<input type="checkbox"/>		
Pièces du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) ou, a minima, une note descriptive indiquant la procédure de commande retenue et précisant le stade d'avancement du marché.	Personnes morales soumises au code des marchés publics ou à l'ordonnance 2005-649 du 25 juin 2005		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Étude de faisabilité	tous	<input type="checkbox"/>		
Présentation de l'opération	tous	<input type="checkbox"/>		
Contrat de maîtrise d'œuvre (offre non signée)	tous	<input type="checkbox"/>		
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Si personnes morales		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Preuve de la représentation légale ou du pouvoir pour un porteur de projet agissant en qualité de représentant légal / ou en vertu d'un pouvoir qui lui est donné	Si personnes morales		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organigramme juridique du groupe	Si groupe d'entreprise	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire IBAN du bénéficiaire (ou copie lisible)	tous	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire IBAN du Crédit-bailleur (ou copie lisible)	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
K-bis de moins de 3 mois ou exemplaire des statuts	Si le demandeur est une forme sociétaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité	Si vous n'avez pas de n° de PACAGE	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Si la TVA est réellement supportée, attestation de non-déductibilité de cette taxe ou toute autre pièce fournie par les services fiscaux compétents	Si vous ne récupérez pas la TVA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Permis de construire, déclaration ou autorisation ICPE,... pour la réalisation du projet	tous	<input type="checkbox"/> récépissé de dépôt	<input type="checkbox"/> autorisation	
Justificatif de propriété	Si propriétaire des terrains	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	Si non propriétaire des terrains	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts	Si personne morale	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Liste des membres du bureau et du conseil d'administration	Si personne morale	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Annexe I : dépenses matérielles prévisionnelles	tous	<input type="checkbox"/>		
Annexe II : dépenses immatérielles prévisionnelles	tous	<input type="checkbox"/>		
Avis bancaire (l'avis doit porter sur le plan de financement et fixer le montant minimum de la subvention auquel l'accord de la banque est conditionné)	Tous projets ayant recours à un prêt (dans le cas d'une société, l'attestation doit concerner la société)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Compte de résultat et bilan du dernier exercice comptable	Si personnes morales	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

(1) Liste des pièces à joindre avant la date de fermeture du présent appel à projet, permettant de rendre acceptable et examinable le dossier.

(2) Liste des pièces à joindre au plus tard avant la fin du délai de complétude des dossiers, permettant d'obtenir un dossier complet.

* Pour que le dossier soit considéré comme complet, il est nécessaire de fournir au moins un devis par dépense. Les dépenses non justifiées seront écartées de l'assiette éligible.

De plus, la réglementation européenne impose au service instructeur de vérifier le caractère raisonnable des coûts, pour chaque dépense. Pour cela, vous devez fournir deux devis pour une dépense comprise entre 2 et 90 k€ HT et trois devis pour une dépense au-delà de 90 k€ HT. Si la vérification du caractère raisonnable des coûts n'a pas pu être effectuée sur certaines dépenses, elles sont écartées de l'assiette éligible.

Un dossier est considéré comme complet quand toutes les pièces listées dans les colonnes (1) et (2) sont présentes et conformes.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽²⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽²⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Nom(s), Prénom(s), fonction(s) et signature(s) du(es) demandeur(s) avec cachet de l'entreprise pour les formes sociétaires hors GAEC, du gérant et pour les GAEC l'ensemble des associés,

Annexe I – Dépenses matérielles prévisionnelles

Nature de l'investissement (poste de dépenses)	Fournisseur à l'origine du devis	Montant HT prévisionnel devis retenu	Montant TVA prévisionnelle devis retenu (1)	Montant réellement supporté
Installation de production de biogaz (y compris préparation des substrats, séparation de phases à l'amont pour les lisiers dont la maîtrise d'ouvrage ne relève pas de groupes d'agriculteurs, digesteurs, post digesteur)				
<i>Sous-Total.....</i>				
Installations de stockage et de valorisation énergétique du biogaz y compris cogénérateur				
<i>Sous-Total.....</i>				
Coût de raccordement au réseau électrique ou de gaz				
<i>Sous-Total.....</i>				
Installations de transport du biogaz vers les équipements de valorisation énergétique situés sur un site agricole, industriel ou d'une collectivité locale, réseaux de chaleur				
<i>Sous-Total.....</i>				
Installations de prétraitement du gaz en vue de son transport en canalisation (épuration, odorisation, compression, appareils de mesure de comptage, analyseurs de gaz)				
<i>Sous-Total.....</i>				
Installations et équipements destinés au traitement du digestat : séparation de phases du digestat, compostage, déshydratation/séchage				
<i>Sous-Total.....</i>				
Matériels d'épandage des digestats permettant la maîtrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation				
<i>Sous-Total.....</i>				
Autres dépenses éligibles				
<i>Sous-Total.....</i>				
Autres dépenses non éligibles				
<i>Sous-Total.....</i>				
Total des dépenses matérielles.....				

(1) : si vous récupérez la TVA, ne pas remplir cette colonne.

Annexe II – Dépenses immatérielles (frais généraux) prévisionnelles

Nature de la dépense immatérielle (poste de dépenses)	Fournisseur à l'origine du devis	Montant HT prévisionnel devis retenu	Montant TVA prévisionnelle devis retenu (1)	Montant réellement supporté
Etude de conception, maîtrise d'œuvre				
<i>Sous-Total.....</i>				
Frais d'assistance de maîtrise d'ouvrage				
<i>Sous-Total.....</i>				
Etude technico-économique				
<i>Sous-Total.....</i>				
Autres dépenses éligibles				
<i>Sous-Total.....</i>				
Autres dépenses non éligibles				
<i>Sous-Total.....</i>				
Total des dépenses immatérielles.....				

TOTAL DES DEPENSES (matérielles et immatérielles)			
--	--	--	--

(1) : si vous récupérez la TVA, ne pas remplir cette colonne.

Annexe **III** – modèle de rapport de présentation des devis retenus

(Pour les personnes de droit privé)

Nature de l'investissement	Fournisseur à l'origine du devis	Montant prévisionnel HT devis retenu	Montant prévisionnel éligible *	Fournisseur devis n°2	Montant devis n°2	Fournisseur devis n°3 (si montant > 90 000 €)	Montant devis n°3 (si montant > 90 000 €)	Explication si impossibilité de fournir un devis n°2 et/ou n°3
Dépenses matérielles								
<i>(à détailler)</i>								
Sous-total								
Dépenses immatérielles								
<i>(à détailler)</i>								
Sous-total								
Total des dépenses								